



Informations du Guatemala

3^e Année, n°113

Du 22 au 28 février 1985

POLITIQUE

La Suisse et la Hollande octroient des facilités à l'armée
Le secret de Polichinelle
Calendrier électoral fixé
Approbation américaine
Crise aigüe
Nouvel assassinat dans le monde politique

ECONOMIE

Un accord survient

CONTRE-INSURRECTION

Mejia Victores demande "plus d'énergie"

INSURRECTION

L'activité insurrectionnelle croît
Prise de bourgades
Combats à El Peten
Compagnies de l'armée, attaquées
L'armée reconnaît la montée de l'insurrection

SITUATION SOCIALE

Travailleurs soumis à l'intimidation
Protestations universitaires

4P 12.315

POLITIQUE

LA SUISSE ET LA HOLLANDE OCTROIENT DES FACILITES A L'ARMEE

Au retour d'une visite en Europe, le Général Rodolfo Lobos Zamora, sous-chef d'Etat et Chef de l'Etat-Major de l'armée, déclarait que la Hollande et la Suisse fourniraient l'armée guatémaltèque en pièces de rechange pour les avions Fokker et Pilatus, utilisés par la force aérienne guatémaltèque.

Ainsi, l'avion Pilatus est utilisé par l'armée régulière au cours d'opérations contre-insurrectionnelles dans les bombardements des zones habitées.

LE SECRET DE POLICHINELLE

Au retour de son voyage en Israël, le 22 février, le Général Lobos Zamora signalait que le gouvernement israélien fournit l'armée guatémaltèque en armement, "c'est pourquoi le personnel militaire se rend parfois sur place pour s'assurer de la qualité et du bon fonctionnement du matériel que nous utilisons". Il a ajouté que le fait que les fusils et les casques de l'armée guatémaltèque étaient israéliens "était le secret de Polichinelle".

Le sous-chef d'Etat a également mentionné que plusieurs hélicoptères de la force aérienne se trouvent dans ce pays aux fins d'être réparés et remis en état.

CALENDRIER ELECTORAL FIXE

D'un commun accord, la Préfecture d'Etat, le Tribunal Electoral Suprême et l'Assemblée Nationale Constituante ont fait savoir, le 25 février, que le 27 octobre prochain auraient lieu les élections générales au Guatemala et que le Président élu à l'issue de ces élections serait investi de ses fonctions le 14 janvier 1986.

Cet accord stipule également que l'Assemblée Nationale Constituante déposera la nouvelle Constitution, le 31 mai, et que 5 jours plus tard le gouvernement organisera les élections. Auparavant, on avait avancé les dates du 1 juillet pour la tenue des élections et le courant de cette année pour la remise des pouvoirs.

APPROBATION AMERICAINE

Le 22 février, l'Ambassadeur américain, Alberto Martinez Piedra déclarait, deux jours avant la publication officielle de la décision, que le calendrier adopté pour la tenue des élections présidentielles par le régime militaire guatémaltèque recevait l'entièvre approbation du gouvernement américain.

Le Général Rodolfo Lobos Zamora remplace temporairement le Général Oscar Mejia Victores depuis le 24 février à la tête de la Préfecture d'Etat. En effet, c'est à cette date que le Chef d'Etat se rendait, pour un voyage de travail, au Panama, en Colombie et en Uruguay.

Le 24 février, le Général Mejia Victores s'est entretenu avec le Président du Panama, au cours d'une escale technique effectuée par l'avion présidentiel guatémaltèque dans ce dernier pays. Ensuite, il s'est entretenu, en Colombie, avec le Président Belisario Betancur et enfin, il assistera à l'entrée en fonction, à Montevideo, du Président Julio Sanguinetti.

CRISE AIGUE

Le 21 février, au cours d'une manifestation politique promue par la Chambre de la Libre Entreprise du Guatemala, où participaient les candidats présidentiels du pays, Mario Sandoval Alarcón, homme politique d'extrême-droite, déclarait que l'insurrection généralisée, la grave récession économique, l'extrême degré de pauvreté et le manque de confiance dans les autorités sont les indices même qui prouvent que le pays traverse la plus critique des situations qu'il a pu connaître depuis son indépendance.

Les candidats, Vinicio Cerezo, Jorge Carpio Nicolle, Jorge Elias Serrano et Sandoval Alarcón, ont essayé de démontrer tour à tour les avantages que l'Initiative Privée pourrait obtenir de leurs programmes gouvernementaux respectifs.

NOUVEL ASSASSINAT DANS LE MONDE POLITIQUE

Mariano Espana Gonzalez, dirigeant du Parti Central Authentique Nationaliste -CAN-, a rejoint la liste des près de 60 hommes politiques assassinés ou disparus au cours des deux dernières années.

Selon les déclarations des témoins et des habitants, les forces gouvernementales ont ouvert le feu sur Espana, le 21 février, dans la municipalité de Santa Barbara, dans le département de Suchitepequez, au sud-ouest.

ECONOMIE

UN ACCORD SURVIENT

Le Ministre de l'Economie, Leonel Hernandez Cardona, faisait savoir, le 21 février, que le gouvernement et les plus importants secteurs de l'Initiative Privée, qui font partie du Comité Coordinateur de Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, ont décidé de faire front, ensemble, à la grave crise économique qui affecte le pays.

Cardona a rendu public la décision de former une Commission mixte composée de membres du gouvernement et du CACIF pour éviter les divergences en matière de politique économique.

CONTRE-INSURRECTION

MEJIA VICTORES DEMANDE "PLUS D'ENERGIE"

Au cours d'une réunion qui a eu lieu le 19 février dernier, le Chef de l'Etat a demandé aux chefs de la police nationale du pays qu'ils déploient plus d'énergie pendant les actions policières dans les villes et durant les combats contre-insurrectionnels.

INSURRECTION

L'ACTIVITE INSURRECTIONNELLE CROIT

La publication "INFORPRESS CENTROAMERICANA" soulignait le 14 février que 10 départements du pays sont les théâtres d'affrontements, d'attaques, d'embuscades, de prises de bourgades et de propriétés et d'autres types d'actions révolutionnaires sans "qu'il s'agisse d'événements isolés ou de simples démonstrations d'une présence ponctuelle".

PRISE DE BOURGADES

Le 21 février, les Forces Armées Rebelles -FAR- signalaient dans un communiqué que les bourgades de Achotal et Cancoma, situées sur la route qui mène à la municipalité de Poptun, dans le département septentrional de El Peten, ont été occupées militairement et politiquement parlant, le 10 février, par les insurgés.

COMBATS A EL PETEN

Selon un communiqué diffusé par les Forces Armées Rebelles -FAR-, des combats entre insurgés et militaires se sont produits, le 20 février, sur les rives du Rio La Pasión, dans le département septentrional de El Peten.

COMPAGNIES DE L'ARMEE, ATTAQUEES

Les forces de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- ont attaqué, le 22 février, deux compagnies (soit 250 soldats) du bataillon gouvernemental, stationné dans la plantation La Perla, située dans la municipalité Chajul du département de El Quiché, au nord-ouest.

Au cours de cette action, l'EGP a occasionné 35 pertes à l'armée, morts et blessés, et s'est emparé d'un lance-grenades M-79, de 2 000 cartouches et autre matériel militaire.

L'ARMEE RECONNAIT LA MONTEE DE L'INSURRECTION

Le 25 février, l'armée reconnaissait la "recrudescence de l'activité des guérilleros sur le territoire national" dans un communiqué diffusé par son Bureau des Relations Publiques où, en outre, elle exigeait "la tranquilité citadine".

SITUATION SOCIALE

TRAVAILLEURS SOUMIS A L'INTIMIDATION

200 effectifs du bataillon anti-émeutes de la police nationale ont été dépêchés, le 22 février, aux installations de l'Entreprise Guatémaltèque de Télécommunications, GUATEL, où les travailleurs s'étaient mis en grève pour exiger une augmentation des

salaires et la rémunération des heures supplémentaires prestées.

Les forces gouvernementales ont vidé les lieux lorsque les travailleurs ont mis fin à leur mouvement après avoir accepté l'offre du gouvernement, à savoir, analyser la demande des travailleurs.

PROTESTATIONS UNIVERSITAIRES

Près de 3 000 étudiants ont organisé, les 19 et 20 février, des manifestations, face au siège de l'Assemblée Nationale Constituante pour protester contre la décision du gouvernement de diminuer et modifier les principes d'autonomie, de liberté d'enseignement et, contre les limitations économiques décrétées pour l'université de San Carlos de Guatemala -USAC-.

Selon la décision approuvée par l'Assemblée Nationale Constituante, l'USAC devra fonctionner avec seulement 5% du budget des recettes ordinaires de l'Etat, ce qui d'après les autorités universitaires revient à dire, une diminution des tâches assumées par l'enseignement et la suspension de certains programmes.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX